

**Le pays le plus durement frappé par la pandémie souffre de fragilités économiques et sociales structurelles qui inquiètent dans la zone euro.**

FLORENTIN COLLOMP @fcollomp  
ET MATHIEU DE TAILLAC @mdetailiac  
MADRID

**CONJONCTURE** Sur l'avenue de l'Acueducto, l'une des principales rues piétonnes de Ségovie, habituellement très fréquentée, les terrasses des restaurants étaient à moitié vides ces derniers week-ends. «Normal, les Madrilènes sont coûtes chez eux», soupirait un serveur. Le confinement dit «pérимétrique» de Madrid est destiné à éteindre la deuxième vague dans le pays le plus frappé en Europe. Cinq millions d'habitants de la capitale et huit communes de sa banlieue sont tenus de rester dans les limites de leur ville, sauf motif valable : travail, école ou santé. Impossible, en revanche, de se rendre à Ségovie, à 100 kilomètres au nord de Madrid, pour flâner et partager un *cochinillo* (cochon de lait), la spécialité locale. Ni à Tolède, au sud, ou à Alcalá, à l'est, où les Madrilènes affluent habituellement les week-ends.

La seconde vague du Covid menace de faire replonger violemment l'économie espagnole, après un recul de près de 18 % du PIB au second trimestre. Le gouvernement vient de réviser à la baisse sa prévision pour 2020, à -11,2 %, au lieu de -9,2 %. Le FMI anticipe de son côté -12,8 %. L'Espagne est désormais la lanterne rouge de l'Europe. «L'activité va prendre plusieurs années pour retrouver les niveaux d'avant la pandémie», souligne le FMI dans un rapport sur le pays. L'incertitude sur les projections de court et moyen termes est très élevée. Les risques de déterioration sont prépondérants.»

#### **Marché du travail précaire**

À tel point que les dirigeants de la zone euro, notamment en Allemagne, ne cachent pas leur préoccupation pour ce nouvel «homme malade» de l'Europe, titré naguère détenu par l'Italie qui a su, par des mesures économiques, mieux contenir le risque sanitaire et ses répercussions économiques.

En Espagne, au contraire, la gestion politique de la crise laisse une impression de flottement. De nombreuses régions ou collectivités locales critiquent l'action du gouvernement, lui-même dépourvu de majorité stable au Parlement. À l'instar d'Isabel Diaz Ayuso



## L'Espagne, nouvel homme malade de l'Europe

**Cinq millions d'habitants de Madrid (ici, la gare d'Atocha, le 3 octobre) et huit communes de sa banlieue sont tenus de rester dans les limites de leur ville, en confinement périmatérique**

DIEGO RADAMAS/ZUMA PRESS/MAXPPP

so, présidente de droite de la région de Madrid, en guerre contre le gouvernement de gauche de Pedro Sanchez, qu'elle accuse d'aggraver la crise par ses mesures de confinement strict. Pendant l'été, celui-ci avait pu être taxé d'excès d'optimisme, en déclarant avoir vaincu le virus.

Le Covid a mis en lumière des fragilités endémiques de l'Espagne, qui caracolait jusqu'à fin 2019 nettement au-dessus de la moyenne de croissance de la zone euro. «La propagation du virus a été plus rapide que dans d'autres pays, sans que l'on sache encore pourquoi. Le confinement général (de la mi-mars à la fin juin, NDLR) a été plus long et plus sévère qu'ailleurs, les restrictions locales plus dures. Notre économie repose sur un grand nombre de très petites entreprises, qui ont moins de capacité à résister, et disposent de moins de liquidités», décrit Inigo Fernández de Mesa, vice-président de la CEOE, la principale organisation patronale.

Ces sociétés tiennent grâce au chômage partiel et aux facilités de financement mises en place par le gouvernement central. Un bouclier qui empêche de larges parts de la population de basculer dans la pauvreté. Néanmoins, «l'Espagne part d'une situation sociale très difficile avant la crise sanitaire, avec 8 millions de personnes en risque de pauvreté et des services sociaux débordés», constate Emiliana Vicente, présidente du Conseil général du tra-

vail social, l'instance de représentation des assistantes sociales. Selon le rapport du FMI, les inégalités sociales «déjà élevées avant le Covid-19, vont se creuser et la pauvreté va probablement augmenter». C'est en partie à la structure du marché du travail. Un quart des salariés sont en contrats précaires, deux fois plus que la moyenne européenne. Quand frappe la crise, ils deviennent une variable d'ajustement. «En période d'expansion, on crée massivement de l'emploi, à l'inverse, en cas de retournement, on détruit massivement», explique Jesus Castillo, économiste chez Natixis. Le chômage a atteint 16,2 % de la population active en août. Dans un cercle vicieux, cela se répercute sur le pouvoir d'achat des ménages et affaiblit la demande intérieure, sans relais suffisant du côté des exportations.

#### **Le tourisme lamineré**

L'Espagne souffre d'une économie moins industrialisée que l'Allemagne ou l'Italie, dominée par les services, qui subissent la crise de plein fouet. En particulier le tourisme, qui emploie environ 15 % de la population active et plus d'un tiers dans certaines régions, comme les Canaries ou les Baléares. En juillet et août, le nombre de visiteurs étrangers en Espagne a chuté de 75 %. «Cette crise peut être fatale pour les petites entreprises. Si la pandémie se prolonge, les faillites progresseront de manière

proportionnelle... ou exponentielle à la durée de la dépression», prévient Matias Gonzalez, professeur d'économie à l'université de Las Palmas de Gran Canaria. Sur les 315 000 cafés et restaurants du pays, 60 000 ont fermé. Entre février et août, le nombre total d'entreprises a diminué de 47 000, soit une chute de 3,6 %.

«Toute la question est de savoir ce qui va se passer d'ici à la fin de cette année et en 2021. Les dégâts accumulés pourront-ils être réparés?», s'interroge Angel Talavera, économiste chez Oxford Economics. Le FMI table sur un rebond de 7,2 % pour l'an prochain. La reprise devrait être stimulée par les 140 milliards d'euros (dont 59 milliards de subventions) attendus du plan de relance de l'Union européenne. La promesse de cette manne a permis de contenir une envolée dangereuse des taux d'intérêt espagnol, alors que la dette va friser les 120 % du PIB. Ce qui, pour l'instant, écarte un risque systémique pour la zone euro.

«L'Espagne se trouve à un moment crucial, poursuit Matias Gonzalez. En fonction de ce que nous ferons des fonds européens, elle peut, en deux ou trois ans, faire un grand bond en avant et rester accrochée au train des pays les plus développés du monde. Si, au contraire, nous ne sommes pas capables de bien administrer la manne européenne, nous raterons le train et nous nous engagerons dans la voie d'un long processus de déclin.» ■

**-17,8 %**  
Chute du PIB  
espagnol au 2<sup>e</sup> trimestre 2020

## Casa Patas, le temple du flamenco madrilène a dû mettre la clé sous la porte

Casa Patas était un *tablao*. Un établissement qui mêle deux activités : la restauration et les spectacles de flamenco. Mais Casa Patas était davantage. La référence du flamenco à Madrid, «la seule destination» possible, même, avait proclamé le New York Times, où voit un concert authentique avec les plus grands, plutôt qu'un divertissement d'attrape-touristes. Le lieu d'éclosion des immenses Jose Mercado, Diego el Cigarrero, Carmen Linares, Miguel Poveda, venu rénover le genre dans les années 1980.

Casa Patas était aussi une affaire. Rentable pendant des décennies, depuis que la taverne, ouverte en 1984, s'était convertie au flamenco, en 1988. Ouverte du lundi au samedi, elle présentait 120 spectacles à l'année grâce au travail de 400 artistes... Une activité devenue impossible à faire tourner depuis que le Covid a cloué au sol des millions de touristes internationaux. «75 % de notre clientèle était étran-

ger», confie Martin Guerrero, ex-gérant général de l'établissement fondé par son père. Selon les chiffres de l'Association des *tablao flamencos* de Madrid, cette proportion s'élève en moyenne à 90 %. Sur les vingt et un établissements présents dans la capitale, six ont déjà mis la clé sous la porte. Le secteur, parce qu'il est à la croisée de deux mondes frappés de plein fouet par la crise sanitaire et économique, la culture et la restauration, souffre d'une double peine. D'une tempête parfaite, même. La demande internationale est quasi inexistante, les consommateurs espagnols n'ont réduit leurs dépenses de moitié en juillet et août derniers, et les établissements qui survivent sont soumis à des restrictions draconiennes des capacités d'accueil.

Le vendredi 13 mars, à la veille du confinement général de l'Espagne, Casa Patas placé au chômage partiel l'ensemble

équipes. De 25 à 30 personnes, selon la saison, auxquelles venait se greffer chaque semaine un nouveau groupe de sept artistes. Deux mois plus tard, le patron se rendait à l'évidence. «La pandémie, et ses effets, dura au minimum un an et demi ou deux ans. Je ne peux pas tenir tout ce temps avec le chômage technique.»



**Casa Patas, ouverte en 1984, à Madrid, présentait 120 spectacles par an grâce au travail de 400 artistes.**

PATRICK FORGET/SYGAPHOTO

Malgré la suspension de l'activité, Guerrero dépensait chaque mois 20 000 euros en cotisations sociales. La seule manière d'en être exempté aurait été de s'engager à ne licencier personne au cours des six mois suivant la reprise de l'activité. Le 1<sup>er</sup> juin, il se résout à liquider l'entreprise et dépense 500 000 euros en indemnités de licenciement.

#### **Repartir de zéro**

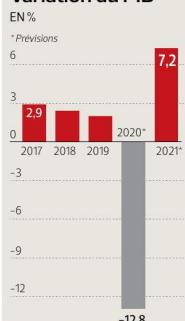
«Je comprends que l'on doive indemniser les salariés. Mais j'ai dû m'endetter pour le faire. Qui indemnise l'entreprise?» Sa famille avait perdu l'autre part de ses activités dix ans plus tôt, la construction, lors de la précédente crise. La pandémie lui enlève aujourd'hui sa seule source de revenus. «Économiquement et moralement, c'est très dur. Casa Patas n'est pas seulement un commerce, c'est une institution culturelle.» ■

## CRAINTES POUR LES BANQUES

La crise qui touche les entreprises espagnoles ébranle le secteur bancaire du pays. Si elles sont plus solides que lors de la crise de 2008, les banques font face à un risque accru de défaillances et d'emprunts non remboursés.

«Le risque de crédit s'est détérioré et on s'attend à une hausse des défauts de paiement», souligne le FMI (Fonds monétaire international). Ce qui peut, par contre-coup, contraindre la capacité des banques à prêter, car «leur rentabilité, déjà faible, va se dégrader». Face à cela, le secteur se concentre : CaixaBank et Bankia ont décidé de fusionner, et Unicaja et Liberbank ont repris leurs discussions. F. C.

## Variation du PIB



## Taux de chômage

